

Comment l'Etat cherche à faire émerger les « nouveaux Nokia »

Six ans après le rachat d'Alcatel-Lucent par Nokia, le gouvernement veut être plus souverain en matière de télécoms, alors que trois équipementiers dominent le marché. Une partie des 20 milliards d'euros du 4ème programme d'investissements d'avenir (PIA4) doit aller vers les pépites françaises du secteur.



Une antenne télécoms à Paris. Six ans après la vente d'Alcatel-Lucent à Nokia, la France cherche à redevenir plus souveraine dans l'industrie des télécoms. (Sébastien Calvet/REA)

Par Raphaël Balenieri

Publié le 22 févr. 2021 à 15:32 | Mis à jour le 22 févr. 2021 à 16:11

Elles s'appellent Alsatis, **Halys**, Amarisoft ou encore Sequans. Ces pépites françaises des télécoms ont des clients dans le monde entier. Pourraient-elles demain devenir les prochains Ericsson ou Nokia ? C'est en tout cas l'objectif du gouvernement, qui compte bien s'appuyer sur ces PME pour retrouver une forme de souveraineté dans les télécoms.

L'initiative devrait rappeler des souvenirs aux plus anciens du secteur. Avec Alcatel, la France détenait l'un des leaders mondiaux du domaine. Mais depuis sa fusion avec l'américain Lucent en 2006 et surtout la vente du nouvel ensemble à Nokia en 2015, la filière française s'est amoindrie au profit de trois gros acteurs. Le suédois Ericsson, le finlandais Nokia et surtout le chinois Huawei, qui construit en Alsace... sa première usine hors de Chine.

Rupture technologique

Pour Bercy, rien n'est cependant figé. L'arrivée de la 5G pourrait rebattre les cartes. « *Nous sommes à un moment charnière des télécoms. Trois équipementiers fournissent 80 % du marché, mais l'industrie va connaître une forte rupture technologique, avec la virtualisation des réseaux*, explique-t-on à la Direction générale des entreprises (DGE) du ministère de l'Economie. *Dans ce contexte, il faut travailler sur des solutions souveraines dans les télécoms et retrouver une place dans la chaîne de valeur. Cela passe par le soutien aux acteurs français.* »

Aujourd'hui, les réseaux 5G qui viennent d'être lancés en France reposent sur des cœurs de réseaux 4G fournis par les équipementiers habituels. Mais à terme, la 5G pourrait tourner grâce à des logiciels, sur de simples serveurs informatiques remplaçant les équipements. En plus de la France, d'autres pays comme le Japon et les Etats-Unis comptent donc profiter de ce standard mondial, dit « Open RAN », pour soutenir des acteurs nationaux.

2,6 milliards pour la résilience et la souveraineté économique

Concrètement, Bercy entend puiser dans le 4e programme d'investissements d'avenir, le PIA 4. Annoncé début janvier par le Premier ministre, ce plan mobilise 20 milliards d'euros sur cinq ans. Dont 2,6 milliards pour les technologies et les secteurs renforçant « *la résilience et la souveraineté économiques* » : cloud, intelligence artificielle, quantique, santé digitale, etc. Dans ce cadre, une « *stratégie d'accélération sur la 5G et les futures technologies de réseaux de télécommunications* » doit être élaborée d'ici à la fin du trimestre. Celle-ci s'appuiera sur les résultats d'une consultation publique censée faire remonter les besoins du terrain et qui doit se terminer cette semaine.

Dans le cadre du plan de relance, un guichet de 600 millions d'euros de subventions publiques d'ici à 2022 a été ouvert. Quatre premiers projets 5G ont été retenus par la DGE, avec 27 millions d'euros à la clé. Sequans, une PME spécialisée dans les puces électroniques pour les télécoms, développera par exemple des objets connectés sécurisés afin de pouvoir échanger des données critiques dans le ferroviaire ou l'aviation.

Alsatis, un opérateur né en 2004 à Toulouse et spécialisé dans la couverture des zones blanches, va fournir pour sa part un réseau 5G au CHU de la ville. L'entreprise travaillera pour cela avec **Halys**, qui à lui seul a reçu 1 million d'euros sur trois ans. Cette société est la seule PME française du secteur à avoir bâti un cœur de réseau 3G/4G, la partie la plus critique. Son objectif est maintenant de mettre au point un cœur de réseau 5G d'ici à la fin de l'année ou au début 2022.

Crise des masques

« Ce soutien va nous faire gagner dix-huit mois de développement sur ce projet. On va pouvoir embaucher immédiatement, explique Thierry Braconnier, le PDG de cette PME de 15 personnes qui réalise entre 2 et 3 millions d'euros de chiffre d'affaires. Cela faisait très longtemps que nous n'avions pas eu une relation de cette qualité avec Bercy. Depuis la crise des masques qui a montré notre dépendance à la Chine, il y a une vraie prise de conscience au niveau de l'Etat. En tout cas, jusqu'à présent, personne n'était venu nous chercher. »

Pour aller plus loin, les pépites françaises des télécoms souhaiteraient toutefois plus de visibilité sur les fréquences, le nerf de la guerre dans les télécoms, pour mieux adresser les industriels. « Le déploiement des réseaux 5G privés va se développer très fortement. On est sur un marché avec des croissances annuelles de 10 % à 15 % », explique-t-on à la DGE.

Mais à ce stade, seuls Orange, SFR, Bouygues Telecom et Free détiennent les précieuses fréquences 5G sur la bande 3,5 gigahertz. Et le calendrier d'attribution de la bande des 26 gigahertz, très prometteuse pour les industriels, n'a pas encore été précisé.

Raphaël Balenieri

<https://www.lesechos.fr/tech-medias/hightech/comment-letat-cherche-a-faire-emerger-les-nouveaux-nokia-1292430>

Halys SAS | 16, rue Jean-Jacques Rousseau - 92130 Issy Les Moulineaux | T. : 01.55.95.96.36

Contact presse et relations publiques : communication@halys.fr

Article paru dans Les Echos le 22 Février 2021 - 3/3